



2025 : un budget en trompe l'oeil

Description

M.Barnier a présenté son projet de budget devant l'assemblée. Pour réduire le déficit abyssal du pays ,le gouvernement prévoit 60 milliards d'économie, faisant passer le déficit de 6,1 % du PIB à 5% du PIB en 2025.

Pour M.Barnier, cette « économie » devrait se traduire par une réduction de dépenses de 40 milliards d'euros, et par une augmentation des impôts et taxes de 20 milliards.

L'effort global de l'Etat comprend notamment une réduction des budgets des collectivités territoriales, pour 5 milliards d' euros,et une diminution des dépenses de la Sécurité Sociale pour 15 milliards d' euros.

Un premier constat s'impose : il n' y a strictement aucune réduction des dépenses réelles de l'Etat, des administrations et de leurs 1.200 agences, le gouvernement ayant même prévu d'augmenter le budget de fonctionnement de plus de 2% en 2025 par rapport à celui de 2024.

Quant aux réductions des dépenses de Sécurité Sociales, elles concerneront essentiellement les arrêts maladies des salariés, les niveaux de remboursement des frais d'hospitalisation et de médicaments et un différé de 6 mois de l'actualisation des retraites.

Tout ceci se traduira donc par une augmentation du coût des mutuelles- santé, et un appauvrissement programmé des retraités.

Parmi les hausses d'impôts et de taxes, citons une augmentation des taxes sur l'électricité, sur les billets d'avion,sur les « bonus/malus » des achats de voitures,...

Enfin, près de 13 milliards d'euros devraient être trouvés auprès des entreprises, sous forme de "surtaxes temporaires", de fortes réductions des allègements de charges pour les bas salaires et de réduction des « crédits impôts- recherche ».

Ces mesures se traduiraient immédiatement par des plans de licenciements pour les personnes peu qualifiées et par une délocalisation de certains services et bureaux de « recherche- développement » qui, justement, se sont installés en France à cause du bon fonctionnement du dispositif « crédit

d'impôts- recherche ».

Bref, ces mesures compromettent la compétitivité des entreprises, ce qui fera baisser le PIB, et donc augmenter ipso facto le rapport « dettes/PIB ».

Le gouvernement Barnier s'est contenté de suivre les éternelles recommandations des inspecteurs des finances, qui, pendant près de 50 ans,(depuis 1974 précisément),ont élaboré des budgets en déséquilibre.

Or, les grandes lignes de réductions des dépenses existent:

-suppression de certaines niches fiscales. Gain escompté : 10 à 20 milliards d' euros.

-lutte contre la fraude fiscale et sociale .Gains escomptés: 50 milliards d'euros

-lutte contre l'immigration clandestine(et ses trafiquants). Gain escompté: 10 milliards d'euros.

– réduction des dépenses de fonctionnement de l' Etat . Gain escompté: plus de 25 milliards, d'autant que les dépenses de fonctionnement ont augmenté de 70 milliards en 3 ans!

Les français n'en peuvent plus de ces politiciens et de ces inspecteurs des finances(*) qui se foutent de la détresse des français, qui continuent leurs gabegies et qui continuent de fonctionner comme si le pays leur appartenait.

L'ancien ministre G.Darmanin a- t- il vraiment besoin de 12 gardes du corps, et de 3 voitures officielles? L'ancien et éphémère premier ministre G. Attal doit- il être protégé et gardé à vie? Le gouvernement a- t- il besoin de 42 ministres, alors que 19 suffisaient sous Charles de Gaulle?

Les élus professionnels comme Juppé, Fabius, Jospin, Moscovici, Hollande, Sarkozy, Le Maire, ont- ils mérité une pension de plus de 25.000 euros par mois, alors qu'ils ont tous contribué à endetter la France?

Les français ne supportent plus d'être traités comme des vaches à lait par des incapables soumis aux caprices de Bruxelles.

Nos gouvernements ne veulent pas entendre qu'il existe une limite à la pressurisation des français.

Et l'on entend sourdre dans les chaumières les voix de la colère.

Chanoine

(*) Juppé, Fabius,Jospin, Macron,...

Categorie

1. Économie

date créée

4 novembre 2024